

## HAÏTI

### Les autorités doivent avoir la volonté politique de mettre fin à l'engrenage de la violence

Index AI : AMR 36/003/2004

EFAI

Lundi 19 janvier 2004

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Il est impératif que les autorités haïtiennes montrent clairement aux Haïtiens et à la communauté internationale qu'elles sont décidées à ne plus tolérer les atteintes aux droits humains, a déclaré Amnesty International dans une lettre adressée au président haïtien, Jean-Bertrand Aristide, ainsi qu'aux autorités policières et judiciaires.

Dans sa lettre, l'organisation appelle le gouvernement haïtien à ouvrir dans les plus brefs délais une enquête exhaustive et indépendante sur les atteintes aux droits humains commises ces cinq derniers jours contre des manifestants, des spectateurs et des journalistes, violences qui ont atteint leur paroxysme hier (dimanche 18 janvier 2004) en prenant la forme d'affrontements entre la police et des hommes armés dans la capitale, Port-au-Prince.

« Amnesty International exhorte une nouvelle fois les autorités à faire tout leur possible pour protéger les manifestants pacifiques et les simples spectateurs et pour que la justice soit rendue une fois pour toute », a déclaré l'organisation.

« Ces mesures sont indispensables non seulement pour protéger les droits humains, mais aussi pour montrer clairement aux Haïtiens et à l'opinion internationale que les autorités ne sauraient tolérer davantage de tels actes », a souligné Amnesty International.

Selon certaines informations, dimanche 18 janvier, des hommes armés non identifiés ont ouvert le feu sur des manifestants de l'opposition et des spectateurs à plusieurs endroits dans Port-au-Prince, blessant jusqu'à six personnes. La Police nationale d'Haïti (PNH) a riposté et la manifestation a pu se poursuivre. Par ailleurs, des manifestants ont jeté des pierres sur les locaux de la chaîne de télévision nationale, qui ont été endommagés, et, à plusieurs

reprises dans la journée, des journalistes ont été harcelés dans différents lieux de la ville.

« Amnesty International est comme toujours profondément préoccupée par les atteintes aux droits humains commises par des partisans politiques des deux bords, et appelle toutes les parties à respecter les droits fondamentaux de tous les Haïtiens, quelles que soient leurs opinions politiques », a conclu l'organisation.

### Complément d'information

Les atteintes aux droits humains commises dans le cadre des manifestations de rue de plus en plus fréquentes contribuent à accroître l'instabilité en Haïti. Le 17 décembre 2003, lors d'un point presse officiel, le président Aristide a prévenu que toute tentative de coup d'État en Haïti aurait un effet destructeur sur le pays. Cette remarque venait en réponse aux déclarations de Dany Toussaint, ancien parlementaire du parti d'Aristide qui a été inculpé pour le meurtre du journaliste Jean Dominique en 2000 et qui a récemment rejoint l'opposition, qui s'était exprimé dans la presse au sujet des marches de l'opposition sur le Palais national.

Par ailleurs, des hommes politiques de l'opposition auraient été invités à des pourparlers avec des représentants de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) cette semaine afin de tenter de négocier une solution pacifique à l'impasse politique actuelle.

Vendredi 16 janvier, des violences ont éclaté après les funérailles de Maxime Desulmant, étudiant de troisième cycle tué pendant les affrontements du 7 janvier entre manifestants de l'opposition, sympathisants du gouvernement et policiers à Port-au-Prince. Après l'office religieux, des étudiants auraient emporté son cercueil avec eux dans une manifestation de protestation contre le gouvernement qui n'avait pas été annoncée. Près des barrières situées à l'entrée du Palais national, des affrontements auraient éclaté entre ces étudiants et la Police nationale d'Haïti, qui aurait utilisé des gaz lacrymogènes et tiré des coups de feu en l'air pour disperser les manifestants. Selon certains témoignages, des contre-manifestants favorables au gouvernement auraient aussi participé à ces affrontements. Les étudiants, qui ont eu à

---

déplorer plusieurs blessés, auraient ensuite emporté le cercueil à plusieurs autres endroits avant de le rendre à la famille de la victime.

Mardi 15 janvier, des opposants au gouvernement qui manifestaient dans la ville de St-Marc ont signalé que trois d'entre eux avaient été blessés par balle lors d'une attaque de militants progouvernementaux. En représailles semble-t-il, le domicile du commissaire du gouvernement local (procureur), qui abritait aussi les bureaux d'une station de radio privée, Radio America, a été incendié. Les locaux d'une autre station de radio privée, Radio Pyramide, qui venait de réouvrir après avoir été attaquée en novembre par des habitants qui l'accusaient de diffuser des thèses progouvernementales, ont aussi été réduits en cendres. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**